LES INSURGÉS

JOURNAL COMMUNISTE LIBERTAIRE DE LA REGION PARISIENNE (O.C.L.) n° 3 * 2F

A PLOGOFF COMME AILLEURS NON AU NUCLEAIRE !

Si les événements liés à l'enquête d'utilité publique à PLOGOFF, ont remis à l'ordre du jour la reconstruction du mouvement anti-nucléaire, quelque peu moribond au niveau national, la lutte des habitants de PLOGOFF ne date pas d'aujourd'hui. Si elle a débuté, il y a quatre ans par le refus de l'implantation d'une centrale nucléaire, et des expropriations qui découleraient de sa construction, elle a pris avec l'enquête d'utilité publique une tournure de résistance offensive à ceux que les Plogovites assimilent aux Allemands de 1940 : les flics et l'armée.

Le Cap compte 800 marins de commerce, 300 pêcheurs, tous paysans à terre, qui ne sont pas décidés à se laisser exproprier sans réagir. Un comité de défense, à la pointe de la lutte pendant quatre ans, est maintenant l'outil de liaison et de soutien de PLOGOFF. Une association pour la sauvegarde du Cap, composée majoritairement d'écologistes non violents et légalistes, sert de relais avec le mouvement écologique. Mais la solidarité en Bretagne s'est montrée avec force par le soutien par exemple aux inculpés de PLOGOFF (6 000 personnes à Quimper) et par la participation de 30 000 personnes au premier rassemblement de PLOGOFF. Ce qui est certain, c'est que toutes et tous, paysans, commerçants, ouvriers ou employés se sont unis contre « l'envahisseur » et que maintenant, Plogoff bénéficie d'un large soutien des communes avoisinantes.

Des heurts très violents ont ponctué chaque jour d'enquête. Les Plogovites ont fait la preuve d'une imagination croissante : barricades, attaques des rondes de flics, détritus de toutes sortes déversés sur l'emplacement des mairies annexes, cocktails molotovs, jusqu'au dynamitage (raté) d'un pont, le tout trouvant son apogée chaque jour avec « la messe de 17 h » (fermeture et départ des mairies annexes).

Si les Plogovites se voient et se parlent sur le terrain et dans les cafés, il est remarquable qu'aucun collectif n'organise la résistance. Toutes les propositions d'actions sont discutées et éventuellement appliquées par un grand nombre de Plogovites (entre 80 et 100 régulièrement).

Au fur et à mesure que la lutte s'est durcie, l'atmosphère aussi change : les femmes, très présentes, sont là principalement le jour, les enfants insultent systématiquement les flics , toute la population plogovite est considérablement perturbée par l'occupation militaire, qui ressucite l'état de guerre et donc une violence dont de rares débats ne permettent de cerner les mythes (recours au F.L.B.) et les limites.

Mais une solidarité neuve s'est créée dans la population qui s'étend jusqu'aux gens de l'extérieur qui arrivent à PLOGOFF. Les Plogovites les acceuillent dans leurs actions et leur laissent toute autonomie... Mais, par contre ils ne pardonnent rien aux pro-nucélaires de la région. Les actes de représailles se sont multipliés pendant l'enquête. La méfiance est de rigueur envers les partis politiques, qu'ils savent pro-nucléaires (cartes du P.C. déchirées) ou récupérateurs (P.S.U.), et envers les journalistes à qui ils ne font pas de cadeaux, si ceux-ci ne passent pas l'information.

Si Plogoff a montré pour la première fois une résistance réelle au nucléaire, il n'en reste pas moins que le soutien des anti-nucléaires est indispensable dans les mois à venir.

Outre de nombreuses villes de province, la mobilisation sur Paris a atteint un premier objectif, le 15 mars, avec une manifestation appelée par le Comité de soutien parisien à PLOGOFF, composé de différentes organisations (dont l'O.C.L.), groupes ou collectifs. Cette manifestation a été un succès car elle a atteint trois objectifs :

– malgrès des appels restreints, 3 000 personnes ont manifesté leur soutien à la lutte des Plogovites ;

– cette manifestation a rompu avec les manifestations traditionnelles, l'animation partant de la masse des manifestants, dont les slogans, plus politisés que de coutume (« Plogoff-Nogent, même combat ». « Fermons les centrales, ouvrons les prisons », « société nucléaire, société militaire ») étaient lancés spontanément ;

– l'ensemble de la manifestation a su assumer le refus d'affrontements que nous n'aurions pu assumer – avec les flics qui ont tenté vainement de provoquer le cortège – car pour une fois, le service d'ordre était partie prenante de la manifestation, et non dirigé contre elle.

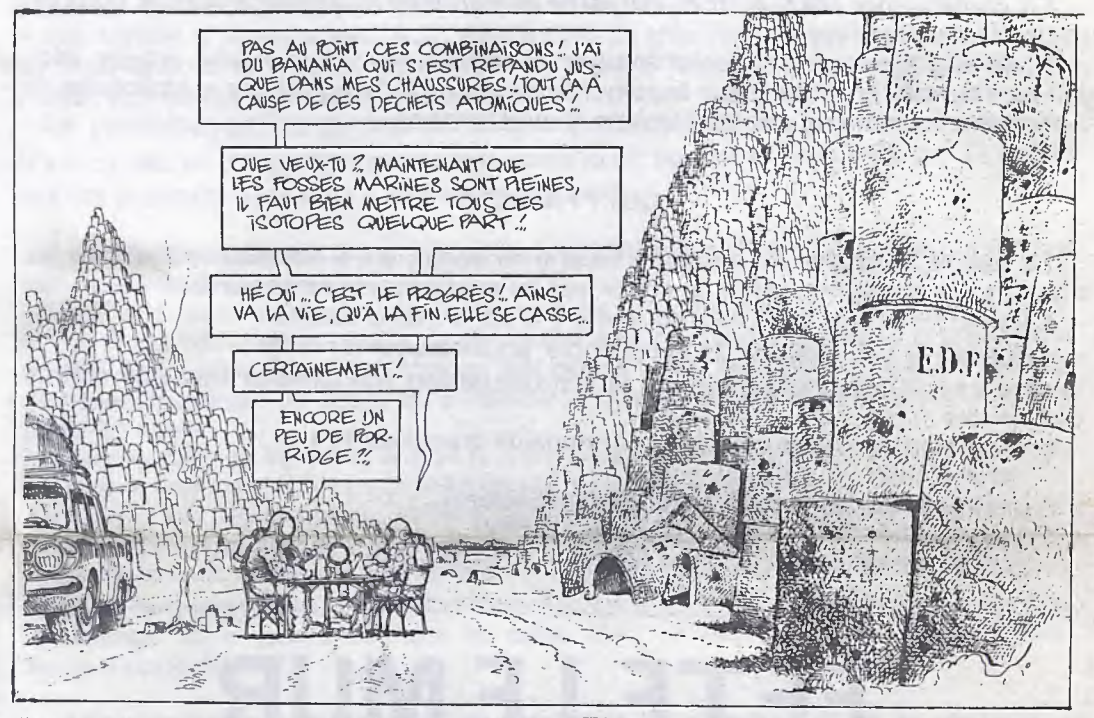
Si l'extrême-gauche et une partie des écologistes (les Amis de la Terre) étaient totalement absents, ce n'était pas un hasard : à force de soutenir une néo « union de la gauche »pro-nucléaire et de se déclarer pour l'aménagement du nucléaire, ils sont incapables de se situer dans une pratique réellement anti-nucléaire.

Dans un deuxième temps, le soutien à PLOGOFF sur Paris s'organise en vue de la manifestation nationale anti-nucléaire à PLOGOFF le week-end de la Pentecôte. Concrètement le comité de soutien parisien s'organise pour .

– la création de comité locaux (Paris-banlieue) chargés de faire des meetings d'information sur PLOGOFF ;

– un rassemblement anti-nucléaire parisien au début du mois de mai, avec des gens de Plogoff, débats, films, musique, fest-noz... Tout cela pour organiser la préparation et les départs de Paris pour le rassemblement de PLOGOFF.

Au delà de ce rassemblement, « l'effet-Plogoff » signifie pour nous, un deuxième souffle pour le mouvement anti-nucléaire en France. Il s'agit déjà de se débarasser de la main mise des écologistes sur ce mouvement, car ceux-ci l'ont conduit de charybde en scylla. Leurs magouilles et leur pseudo « offensive non violente » ont fait de Malville l'enterrement de la lutte anti-nucléaire. Ils ont réussi à bloquer pendant des années le mouvement sur le débat violence/non violence, ne proposant comme solution qu'un moratoire (appel à l'Etat) et des pleurnicheries auprès des partis de gauche et des syndicats pour qu'ils signent une pétition anti-nucléaire alors qu'ils sont pro-nucléaires !



Ils s'ensuit que les quelques mobilisations qui ont eu lieu après Malville se sont faites sur les sites et ont passablement échoué.

S'il y a un « effet-Plogoff », c'est bien la preuve que le problème de la violence et de la légalité face au nucléaire est largement dépassé. Ne voit-on pas Brice Lalonde, qui, à Malville, traitait les manifestants violents de provocateurs rester en admiration devant les Plogovites, prouvant par là qu'il est digne des grands politicards en ce qui concerne l'opportunisme et la récupération et exposant les contradictions des écologistes.

Oui, il y a un « effet Plogoff » ! C'est la dynamique d'auto-organisation – et pas seulement sur les sites – qu'il a enclenché. C'est le refus de faire de l'électoralisme et de passer son temps à en appeler à l'opinion publique. Et c'est, clairement posé, le problème du nucléaire : nous ne nous abriterons pas derrière des arguments scientifiques suffisament démontrés (Harrisbourg) pour dire notre refus du nucléaire, mais il nous faut montrer que le choix du nucléaire est pour l'Etat un choix politique autant qu'énergétique. Ce qui s'est passé à PLOGOFF nous a démontré que le nucléaire impliquait forcément un contrôle policier / militaire insoutenable près des centrales, mais aussi un contrôle social quotidien renforcé.

C'est pour ces raisons que nous soutenons et appelons aux rassemblements anti-nucléaires de PLOGOFF et de LA HAGUE (en juin).

Le rassemblement de PLOGOFF doit permettre d'apporter un soutien massif aux Plogovites, mais aussi d'amorcer des débats et des contacts nécessaires à la reconstruction du mouvement anti-nucléaire. Pour nous, il ne s'agit pas de faire de Plogoff le seul axe anti-nucléaire en France, mais que les débats soient fructueux afin de nous apporter les moyens de lutter là où nous sommes. Car, ne l'oublions pas, les Parisiens ont droit à une centrale nucléaire à NOGENT-SUR-SEINE et le combat contre cette centrale ne peut se résumer à un rassemblement sur le site. C'est dans Paris même qu'il faudra lutter et il nous faut donc trouver les moyens appropriés ; l'auto-réduction des factures E.D.F., mise en pratique par le groupe d'auto-réducteurs « CONTACTS » peut en être un, à voir la vitesse à laquelle E.D.F. a réagi (lire le texte de Claude dans *Les Insurgés* n° 2).

La deuxième mobilisation importante devra avoir lieu fin juin à LA HAGUE, usine de retraitement des déchets radio-actifs, poubelle atomique mondiale, sans laquelle le programme nucléaire français ne peut exister. Or, cette usine, l'Etat a décidé de l'agrandir.

LA HAGUE a déjà vu se développer des luttes : remise en cause de la sécurité (et non du nucléaire !) par la C.F.D.T., affrontements à Cherbourg lors du déchargement des déchets radio-actifs du « Pacific Fisher ». Et pourtant, cette lutte n'a actuellement pas de débouchés.

Or, une partie du mouvement écologique et anti-nucléaire a décidé de faire au mois de juin un « woodstock » à quelques kilomètres de l'usine de retraitement de LA HAGUE. Il est inpensable que nous allions à LA HAGUE pour écouter de la musique ! Si le rassemblement se passe ainsi, cela signifiera une deuxième mort du mouvement anti-nucléaire, face à un objectif aussi primordial pour l'Etat que l'est la construction de tranches supplémentaires de l'usine de LA HAGUE. Nous refusons cette nouvelle magouille dont le seul but est de servir de tremplin électoral pour 1981 aux écologistes, et nous refusons de refaire la même erreur que le mouvement a fait à Malville : un rassemblement centralisé, se prêtant à toutes les magouilles et qui a été mortel à Malville. Il ne s'agit donc pas pour nous d'aller bronzer à la Hague, mais d'affirmer la nécéssité de l'affrontement avec l'Etat nucléaire.

TOUS A PLOGOFF LE 25 MAI

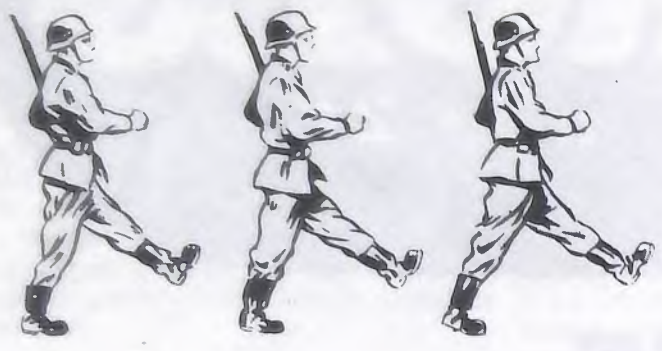
TOUS A LA HAGUE LES 29 ET 30 JUIN

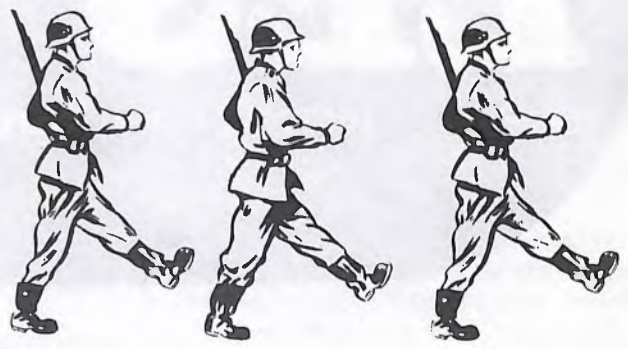
PLOGOFF, TOUJOURS...

Le Comité de soutien parisien à PLOGOFF se réunit tous les mardis à 20 h 30 à la Mission bretonne – 22, rue DELAMBRE - XIVe.

Le nº 2 d'*ACIER INOX*, journal communiste libertaire régional de l'Ouest est paru, avec, outre de nombreux articles, un dossier très important sur la lutte de PLOGOFF. Pour le recevoir, écrire à : *ACIER INOX* c/o LA TAUPE 2, Quai LALANDE 72000 LE MANS.

Psychose militaire





L'anti militarisme, à travers ses structures organisées, semble actuellement dans une impasse : – sectarisation voir sectarisme entre insoumis totaux, OP 20, renvoyeurs de livrets ou autres, – incapacité de passer de l'action spectaculaire à un travail quotidien d'information et de sortir de la défensive qui consiste à se limiter au refus du service national.

Cet état de chose amène, pour les insoumis totaux à une clandestinité forcée qui bloque toute propagande de masse, ou pour les objecteurs à des appels du pied au P.S. ou P.C. – dont chacun sait qu'ils sont anti-militaristes dans l'âme !

Face aux tentatives de récupération de l'anti-militarisme par ceux qui veulent réformer l'armée et non la détruire, et sans pour autant privilégier une forme particulière d'anti-militarisme, l'O.C.L. R.P. juge nécessaire de passer à l'offensive non seulement contre l'armée, mais contre ses implications dans la militarisation de la vie quotidienne.

En conséquence l'O.C.L. R.P. est partie prenante de la campagne dont le texte ci-dessous constitue l'appel.

Il ne s'agit pas pour nous d'appuyer la constitution d'un nième groupe anti-militariste, mais d'œuvrer pour la convergence des différentes formes et structures de luttes dans le sens d'un anti-militarisme révolutionnaire.

QUI ? PANIQUE

La guerre, la guerre ! Le spectre hélas bien connu est à nouveau utilisé dans les discours des dirigeants, repris en chœur par les media et les grands partis.

La « der des der », vous vous souvenez ? C'est le même baratin :

– exacerber le nationalisme, la xénophobie, pour resserer les rangs ;

– détourner l'insécurité créée par la restructuration économique vers une crainte pire encore ;

– renforcer la campagne contre la « criminalité grandissante » ;

-criminaliser la délinquance,

- criminaliser les immigrés (loi Bonnet-Stoléru),

- criminaliser l'autonomie (St-Lazare, Passy),

-criminaliser les manifestants (23 mars, 1er mai, manif Goldman),

- criminaliser toute expression d'opposition (loi sur l'affichage, les radios libres, loi anti-casseurs, flagrants délits).

Pour mieux étouffer dans l'œuf tout ce qui pourrait mettre des batons dans les roues du pouvoir (muselage de la presse).

Pour « améliorer » ses instruments de répression (prisons, Q.H.S., psychiatrie, justice).

Et par là-même avoir la main-mise sur l'ensemble de la population :

– contrôles d'identité ,

– fouilles de voitures ;

– opération coup de poing ;

– illôtage ;

– fichage ;

– projet de nouvelle carte d'identité obligatoire ; etc.

Autant de mesures permettant entre autre, le renforcement del'idéologie militariste et de la militarisation quotidienne, à rajouter à l'intox de la famille, de l'école, du travail et de l'armée, insuffisante en cette période de réorganisation économique.

Les réalités de certaines luttes (Longwy, Plogoff) sont des moments de rupture dans l'aliénation et l'acceptation des décisions du pouvoir. C'est la raison pour laquelle il apparait aujourd'hui, dans une phase plus ouverte de la militarisation :

LA REPRESSION PLUS SYSTEMATIQUE PAR LES CORPS ARMES DE L'ETAT (gendarmerie, gardes mobiles, paras).

Dans la même logique, l'armée française :

– multiplie ses interventions en Afrique (Tchad, Zaïre, Centre Afrique, et dernièrement en Tunisie) pour préserver les intérêts économiques des classes dirigeantes ;

– étend ses terrains de manœuvres (Larzac, Canjuers) ;

– s'entraine à la guerilla contre le peuple corse.

Après la famille et l'école, le service national c'est aussi la vérification et le renforcement d'une idéologie basée sur la soumission, l'individualisme, le sexisme, le racisme, la violence, le respect de la hiérarchie.

On fait croire que ceux qui en sortent sont devenus des « hommes responsables » alors qu'ils ne sont qu'une main d'œuvre servile et maniable pour le patronat.

Ceci n'est pas nouveau et l'anti-militarisme n'est plus aux grandes mobilisations de 1973-74.

Certes le refus de l'armée persiste : objection, insoumission, désertion, comités de soldats...

Pourtant, après les actions spectaculaires des OP 20 qui ont remis la question de l'armée à l'ordre du jour, la lutte anti-militariste telle qu'elle existe sent l'impasse.

Et la répression continue : 19 objecteurs en prison, et combien de déserteurs, d'insoumis, devant les T.P.F.A., en forteresse, combien de soldats au trou ?

L'heure n'est pas à privilégier une forme d'anti-militarisme par rapport à une autre, mais à trouver les moyens d'une riposte efficace afin de sortir de la position défensive dans laquelle nous sommes.

C'est pourquoi des membres des OP 20, Groupe de soutien aux déserteurs, Comité de lutte des objecteurs, « Fête le mur », Union pacifiste et Organisation communiste libertaire, tous à titre individuel se sont réunis et appellent à une vaste campagne :

MOBILISATION GENERALE
CONTRE LA PSYCHOSE DE GUERRE
CONTRE LA MILITARISATION DE LA SOCIETE

qui débuterait pas :

– un quatre pages sur la vie quotidienne dans les casernes, à distribuer dans les lycées, C.E.T., L.E.P., F.J.T. ;

– le collage d'une affiche sur le thème de la campagne ,

– une action contre le flicage, type : les flics nous surveillent, surveillons les flics ;

Plus toute une série d'actions concernant plus particulièrement la résistance permanente à la psychose de guerre et à la militarisation dans la vie quotidienne, qu'il reste à définir ensemble.

Cette lutte dépasse largement les structures anti-militaristes à l'initiative de cette campagne ; et doit être prise en compte dès maintenant par tous ceux, toutes celles, groupes ou individus qui se trouvent confrontés quotidiennement de quelque façon que ce soit à cette militarisation.

On vous attend le 18 avril à 20 heures
177 rue de Charonne à l'A.G.E.C.A.
avec votre imagination...

FÊTE LE MUR

A partir d'un groupe d'une dizaine de personnes, constituées en collectif « Fête le mur », la campagne pour l'affichage libre a, le 2 février, rencontré un écho national : en effet, 25 000 affiches « unitaires » ont été collées ce jour-là par 200 collectifs sur 60 départements. Un certain nombre d'affiches sur le thème de la campagne ont, de plus, été tirées localement par des collectifs ou nationalement par des organisations : au total, près de 200 000 affiches collées sur la province comme sur Paris.

Les collectifs se sont créés à l'initiative de certaines organisations, associations ou d'inorganisés, où, en général, l'extrême-gauche a brillé par son absence. Sur Paris, mis à part l'O.C.T., l'O.C.L. et l'U.T.C.L., l'initiative est surtout revenue à des collectifs de lutte (CLUDAR, 7 +, Mineur(e)s en lutte, La Glue). Il n'y a pas eu de brassage des groupes, si ce n'est au rendez-vous de la « convergence » à la Gare de l'Est.

Actuellement, le collectif parisien s'est attaché à sortir une brochure qui, outre tous les bilans des groupes qui ont collé, reproduit les adresses des collectifs et un certain nombre de propositions sur l'élargissement de la campagne. La parution de cette brochure marque d'ailleurs la dissolution du collectif F.L.M. au niveau national, faisant place à une structure régionale.

D'ores et déjà des imprimeries ont été contactées pour qu'apparaisse en une phrase sur toutes les affiches le refus de la loi (ceci avec l'accord des éditeurs).

Mais il ne faut pas se cacher qu'il reste à élargir la campagne à tous les lieux où la précédente loi interdisait déjà toute expression (F.J.T., foyers émigrés, entreprises, bahuts...) que la campagne F.L.M. n'a pu toucher s'étant axée principalement sur le combat contre la nouvelle loi. Ceci peut être fait en parallèle avec un réinvestissement des colleurs dans les manifestations de rue – terrain par excellence de l'expression politique – et, en particulier, nous pouvons transformer un 1er mai traditionnellement lugubre en fête du collage.

Cette expression politique, il nous semble important, face à la répression accrue du pouvoir de la restituer sous toutes ses formes – mais collective – dans plusieurs fêtes de la libre expression (envisagées et réalisées dans plusieurs villes).

Bien sûr, nous savons que cette loi signifie pour nous : la fin de toute expression, noyée sous la publicité des grands partis et le prix du beurre chez Mammouth, et l'asphixie financière par les amendes.

En nous insoumettant à cette loi, nous ne cherchons pas seulement à la rendre caduque – laissons ces prétentions strictement réformistes à tous les humanistes et inconditionnels des droits et libertés du citoyen ! – ce qui nous importe davantage, en tant que libertaires, c'est de lutter à travers cette loi (entre autres) contre l'Etat. Il s'agit bien moins de grapiller quoi que ce soit de lui, que de combattre toutes manifestations du pouvoir.

Les militants communistes libertaires
du collectif « Fête le mur » Paris.

Le Collectif national « FETE LE MUR » ayant décidé de se dissoudre pour faire place à un groupe F.L.M.-région parisienne, celui-ci appelle tous les groupes, collectifs, organisations, individus ayant participé à la journée du 2 février sur Paris à une première réunion le

22 AVRIL à 20 h
à l'A.G.E.C.A., 177, rue de Charonne – XXe.

Radio Paris 80

A notre demande, les animateurs de ***Radio Paris 80*** *ont écrit* ***un texte présentant*** *leurs motivations et leurs buts* ***dans le mouvement des radios libres.***

Nous faisons suivre ce texte de notre propre position ***dans la mesure où de*** *profondes divergences apparaissent sur la conception* ***de l'expression libre sur les*** *ondes.*

Texte de Radio Paris 80 :
LET'S GO, BROTHERS !

Radio Paris 80 émet quotidiennement depuis le 7 mars, dans des studios ouverts. 4 h d'émissions en direct et en public, c'est une gageure difficile à tenir mais nous l'avons tenue : les instituteurs en lutte, les mutins de Plogoff et leur défenseur, Yann Choucq, les squatters de St-Blaise, les étudiants de Vincennes et de Jussieu, les objecteurs et les grèveuses... Toutes et tous ont déjà utilisé cet instrument incomparable de lutte qu'est une radio non commerciale.

Pourtant, elle a été critiquée, souvent durement, par certains camarades du mouvement. Alors, expliquons-nous :

Depuis 3 ans, le mouvement des radios libres se développe... dans une impasse. Il est sur la défensive : la réalité des radios, c'est de NE PAS FAIRE DE LA RADIO : une cassette pré-enregistrée par semaine, diffusée clandestinement, brouillée par dessus le marché, la parano touchant les collectifs. Il fallait déclencher une campagne d'opinion et pour cela répondre à la question : comment **rendre crédible une radio ?**

Ce que nous pensons des radios libres :

Dans une période où la radio et la télé bouffent de plus en plus la presse, il est important de se donner les moyens d'une expression audio-visuelle. Faut-il pour cela faire n'importe quoi ?

En tant que libertaires, nous pensons que ce qui est important, c'est de donner des moyens d'expression aux luttes, et non de se battre pour que l'Etat bourgeois nous autorise à parler ! La liberté ne se demande pas, elle s'impose !

Si émettre à visage découvert est, certes un objectif important pour les radios, la légalisation des ondes n'est donc pas pour nous un problème primordial, d'autant plus que l'expérience italienne a montré une forme de censure plus pernicieuse : l'auto-brouillage par saturation des ondes.

En fait, si la légalité apporte des avantages matériels et économiques, ainsi qu'un moyen de contrer la répression, se battre pour elle « en se rendant crédible »

c'est-à-dire en singeant les medias bourgeois – ne peut qu'être en contradiction avec l'expression directe du mouvement dont se réclame **Radio 80.**

Une des critiques les plus largement formulées contre les radios-libres est celle de la « qualité » des émissions ; nous avons décidé de structurer la radio en fonction de ce critère. Des horaires définis, avec des émissions précises qui se tiennent effectivement. Des invités, même réformistes ou bourgeois qui par leur venue, crédibilisent la radio (Khan, Garaudy, Pizani...), pas de bordel dans le studio ; ne pas déverser systématiquement sur l'antenne les coups de téléphone... Ce n'est peut-être pas la radio que nous ferions si le monopole était brisé. Mais, justement, aujourd'hui, il s'agit de gagner. Il s'agit, face au danger des radios locales qu s'installent à partir du 1er mai, de briser le compromis qui pourrait s'esquisser autour du projet gouvernemental. Les libertaires, doivent, pour empêcher la domination des politicards bourgeois et réformistes, mettre également la main à la pâte. Même si cette dernière les salit. Il faut apprendre à faire de la politique pour pouvoir se débarasser des politicards et des idéologues.

En ce sens, **Paris 80** a été un succès qu'il faut maintenant capitaliser. L'opération sortie du ghetto, commencée le 7 mars, va maintenant changer de dimension : dès le 6 avril, nous aurons des studios 3 fois plus grands, une programmation de 6 heures ; nous lançons une nouvelle campagne pour 1 000 abonnés à la radio et 100 animateurs.

Si les radios libres comprennent l'enjeu et qu'en province, s'installent à ciel et studios ouvert des Reims 80, des Dijon 80, des Lilles 80, ou des Lyon ou Toulouse 80, le mouvement aura peut-être un moyen d'expression de plus à sa disposition. C'est une chance à saisir.

Soyons pour une fois optimistes ; allons-y, l'offensive de printemps, c'est maintenant ; les radios libres vaincront.

Ce qui est politique aujourd'hui, c'est de donner des moyens de s'exprimer aux gens et à nous mêmes et non pas aux politicards bourgeois ou réformistes afin d'obtenir d'être reconnus par eux. Nous refuserons toujours de sacrifier, sous prétexte de crédibilité, l'expression du mouvement, car qu'est-ce d'autre que « de faire une radio » basée sur des vedettes (personnalités ou dernières luttes « in »).

C'est dans ce sens et dans ce sens seulement que les libertaires doivent mettre la main à la pâte. Pour un libertaire, en effet, il ne s'agit pas de faire du journalisme, de vendre de l'information comme du vieux camembert.

Nous ne critiquerons donc pas les radios libres essentiellement, comme font certains, sur des questions de qualité technique, mais sur le problème de leur rapport aux luttes. Il en est de même pour l'existence des journaux de contre-information.

Nous ne croyons pas à la nécessité d'une radio qui a besoin des luttes des autres pour vivre, ainsi les cassettes pré-enregistrées ne sont pas un problème, si elles permettent aux luttes de s'exprimer alors que 100 animateurs « sélectionnant » les interventions sur l'antenne peuvent en être un de taille ! Dans ce cas, les mêmes problèmes de spécialisation, de professionalisme et de censure, que nous dénonçons pour *Libération*, se posent pour la radio.

De même, nous pensons que dans l'état actuel du mouvement, les radios ne doivent exister que si les luttes l'imposent : si la lutte n'est pas permanente, il ne peut, sous peine de falsification de la réalité du mouvement, exister de radio permanente. Après *Libération*, devrons-nous occuper **Radio 80** ?

Du coté de l'Education

Le début de l'année 1980 est marqué par différents mouvements de luttes au sein de l'éducation nationale :

LYCEES TECHNIQUES :
– grèves des lycéens et des collégiens contre les stages en entreprises.

FACULTES :
– luttes en faveur des étudiants immigrés,
– ras le bol face aux examens/hécatombes,
– luttes contre la suppression des filières « non rentables ».
Tout cela se traduisant par des grèves, des boycotts d'examens, des occupations de locaux et des séquestrations.

SECONDAIRE :
– luttes pour la titularisation des auxiliaires,
– grèves des pions.

ECOLES MATERNELLES ET PRIMAIRES :
– Mouvements des normaliens contre les stages obligatoires pendans les vacances. Dans certaines écoles normales la lutte se fait contre toute la nouvelle formation, et se manifeste par le blocage des évaluations.
– Grève des instits. de Paris et de sa banlieue contre les fermetures de classes, et, pour 25 élèves par classe.

Le mouvement des instits a fait preuve d'une grande détermination. Parti en dehors des structures syndicales, ce mouvement a déjà rompu avec les traditionnels mouvements d'instits sur plusieurs points :
– Une grève de 3 à 4 semaines n'a plus rien à voir avec les journées « d'actions » du S.N.I. Le ras le bol de ces journées s'est donc traduit par des actes.
– Les formes d'organisation (A.G. souveraines de grévistes) rompent également avec les organisations syndicales. Dans le même ordre d'idées, notons que les banderoles étaient signées par les A.G. de grévistes et non plus par des sections syndicales.
– La participation des parents du côté des grévistes est un phénomène nouveau. N'a-t-on pas vu des parents prendre le relais là où les instits fléchissaient ? 21 écoles ont été occupées dans le seul 20e arrondissement.

Toutefois, malgré ces aspects positifs (qui sont loin d'être négligeables) le mouvement des instits connait des limites :
– Bien que parti en dehors des syndicats, les grévistes restent très dépendants du S.N.I. Il est très contradictoire de demander à ce syndicat d'appeler à la grève générale de l'éducation, alors que chacun sait que le S.N.I. se contente de compromis et de négociations qui ne visent qu'à épauler le gouvernement dans la gestion de l'austérité à l'école.

D'autre part, le 19 mars, le S.N.I. n'a pas hésité à déchirer la banderole des grévistes et à arracher les fils de la sono de ces mêmes grévistes...
– La prise de parole (au moins dans les coordinations) reste le plus souvent le fait des gauchistes (O.C.I., L.C.R....) et des militants syndicaux.
– Les tentatives de magouilles de l'O.C.I. dans les comités de grève et les coordinations ne sont pas assez clairement dénoncées. En effet l'O.C.I. n'a pas sa pareille pour décourager les « gens » et vider les salles. Cela lui permet de prendre le pouvoir, faute d'opposition...

Afin d'éviter que le mouvement des instits ne s'écroule après les vacances de Pâques, il est vital qu'il remette les bureaucrates (gauchistes et syndicalistes) à leur place, et qu'il se pose le problème de l'élargissement du mouvement tant vers les instits de province, que vers les autres secteurs de l'éducation.

Si la grève générale reconductible de l'Education nationale peut offrir la possibilité de voir les revendications satisfaites, il faut que le mouvement s'en donne les moyens :

Les instits de la région parisienne doivent se donner les moyens matériels de contacter DIRECTEMENT les instits de province. Pour cela il faut un lieu où les instits de province puissent passer ou écrire ou téléphoner.

Pour élargir la grève à l'ensemble de l'éducation nationale, les instits ne doivent pas se contenter de lancer des appels. Pour qu'une grève générale de l'éducation devienne réalité, il est nécessaire que les différents mouvements en cours ou latents trouvent un dénominateur commun à leurs luttes particulières.

Dans l'immédiat, celui qui semble le plus indiqué est LE REFUS de la restructuration de l'Education nationale. Sous couvert d'austérité, l'Etat réorganise l'Education nationale, afin de la rendre de plus en plus répressive (aussi bien pour les enseignés qu pour les enseignants). Par exemple « on » veut remplacer les MI. SE (pions), qui sont tous des étudiants, par des non-étudiants professionnels du flicage, qui seraient moins proches des élèves (plus de compromission avec les élèves).

En intégrant ce problème plus global au sein de leurs revendications, les instits ouvriront une brèche dans les corporatismes qui sévissent dans l'Education nationale. Et par la même occasion, ils se donnent une chance réelle de voir se développer une grève générale reconductible de l'Education nationale. En effet les autres secteurs de l'Education nationale pourraient rejoindre la lutte des instits non seulement par « solidarité », mais aussi (et surtout) par intérêt.

Pour les instits, parents, pions, étudiants, lycéens, normaliens, etc., qui se retrouvent sur les positions exprimées dans ce texte,
REUNION LE SAMEDI 26 AVRIL, A 14 H, AU 33 RUE DES VIGNOLLES – PARIS XXe (métro : Avron ou Buzenval) pour aborder (entre autres) les points suivants :
a) état des mouvements (écoles, facs, lycées, E.N...) ;

L'INSECURITE SOCIALE

De 0,5% en 1% d'augmentation des cotisations, de listes de médicaments « de confort » (ex. : les laxatifs !) non remboursés, en médecins mis « hors convention » pour « abus » de prescriptions, la couverture de dépenses de la santé apparait comme une véritable peau de chagrin.

La situation d'aujourd'hui repose pour nous sur la contradiction existante entre capitalisme et politique sociale et plus précisément ici entre capitalisme et lutte pour la santé. Nous allons expliquer pourquoi.

La Sécurité sociale : un organisme qui ne correspond plus à la conjoncture.

Après la guerre de 40, l'appauvrissement des masses populaires, les poussées réformistes (au sens non péjoratif du terme), mais aussi la capacité du capitalisme à rentabiliser les connaissances scientifiques par le développement d'une industrie pharmaceutique ont imposé la nécessité au gouvernement de l'heure d'instituer un système nationalisé de couverture sociale, complétant par là les mesures prises en 36 dans le sens de la revendication populaire du « droit à la santé ».

Aujourd'hui, la situation a changé :

- L'industrie pharmaceutique vole de ses propres ailes.

– Le capitalisme a de plus en plus de difficultés à assumer financièrement la politique interventionniste qui avait été la sienne, du fait des conséquences de l'accélération de l'inflation, et doit choisir entre aider les entreprises et les dépenses sociales (Sécurité sociale, rentabilisation de la S.N.C.F., des P.T.T., de l'enseignement).

- Remise en cause (officielle) de la politique interventionniste pour un retour à un capitalisme plus traditionnel.

Par ailleurs, il ne faudrait surtout pas oublier qu'en période de crise, le capital a toujours reconstitué ses profits en réduisant directement, ou par le jeu de l'inflation, les salaires. Il est alors plus discret d'augmenter les cotisations « sociales » (en désignant, éventuellement, des boucs émissaires), que de réduire les salaires.

La bourgeoisie fait aujourd'hui « comme si » elle venait de s'apercevoir qu'il ne s'agit pas pour elle de soigner les gens, de réparer le corps abimés par le travail, comme elle le prétendait plus ou moins après la guerre, mais d'exploiter une importante source de profits, « un créneau du marché » en plein essor. Il s'agit de nous faire casquer puisque nous voulons guérir. En fait, il s'agit tout simplement de RANCONNAGE ! Actuellement où la médecine de masse est de plus en plus remise en cause, cette attitude apparait dans toute sa gravité.

« Il faut que les gens s'habituent à avoir une espérance de vie réduite » n'a pas hésité à dire le ministre de « la santé ». On ne peut être plus clair ! Et l'on voit se profiler là les schémas des romans d'anticipation les plus pessimistes : extermination ou abandon des éléments non productifs.

Nous ne pouvons accepter d'être soigné qu'en fonction du fric que nous pouvons mettre en face. Parce que c'est l'activité de tous qui a permis de faire vivre aujourd'hui des gens qui étaient condamnés il y a 20 ans.

Là moins qu'ailleurs, nous ne pouvons accepter la logique capitaliste, ni même aucune logique visant à budgétiser la force de travail où l'argent nécessaire au maintien en bonne santé de chacun d'entre nous.

NOUS REFUSONS L'EUTHANASIE D'ETAT !

Quelle riposte ?

Actuellement, les « organisations démocratiques », emberlificotées dans la gestion paritaire de la S.S. ne réagissent pas. Une fois de plus, la participation aboutit là où le veut la bourgeoisie : le musèlement des travailleurs.

Ce qui se prépare : il ne s'agit pas de se perdre dans le détail des mais, bien plutôt de les dénoncer :

– Sur les prescriptions médicales : modification du conventionnement, visant à établir plusieurs types de médecine : « une médecine qui ne doit pas soigner », remboursée par la Sécurité sociale (les médecins ayant un chiffre d'affaires prévu à l'avance, et la possibilité de ne prescrire pas plus d'une quantité déterminée de médicaments, d'arrêt de travail, etc.)

Une médecine « libre », pas ou très peu remboursée, ouvrant droit à toute la médecine (ce qui peut vouloir dire aujourd'hui surconsommation mais qui signifie aussi accès aux techniques de pointes).

– Sur les hôpitaux : mise en place du même type de système (depuis 78), sous couvert de forfaits journaliers. Utilisation de plus en plus intensive de stagiaires scolarisés (externes élèves soignants, etc...).

– Sur les « ayants droits » : restriction du nombre (chômeurs, étrangers, etc...).

– Sur le volume de la couverture sociale : érosion progressive de celle-ci (mutuelles ne devant plus rembourser tout le solde, augmentation de cotisations, multiplication des exclusions).

– Retards de remboursement : diminution considérable des guichets.

Face à cela, les syndicats envisagent mollement de se consulter pour éventuellement organiser des manifestations quand la réforme viendra à être votée à l'assemblée (avant d'organiser des pétitions de protestations, les réformes ayant été votées, puisqu'il n'y a vraiment aucune raison dans l'état actuel des choses pour qu'elles ne le soient pas). Rien à espérer donc de ce côté là. Une fois de plus, **c'est sur nous-mêmes qu'il faut compter !** Il n'y a en effet aucune illusion à se faire : le pouvoir a mis quatre ans pour légaliser très partiellement la libre disposition de leur ventre par les femmes, ce n'est pas avec une manif qu'il va céder sur ce sujet qui lui est probablement beaucoup plus fondamental.

C'est donc un combat de longue durée qu'il faut engager. Le train de réformes qui doit avoir lieu en mai ne sera pas le dernier.

De même, il ne faut pas se dissimuler que tant qu'il s'agira de défendre la S.S. en terme d'assistance, il sera difficile de mobiliser les gens, s'ils ne se sentent pas directement menacés par l'impossibilité, faute de moyens, de se soigner (« cela n'arrive qu'aux autres »).

Ce que nous voulons

Il n'est pas possible, en effet, de défendre la « Sécurité sociale » en tant que telle, parce que nous n'avons pas à mendier de l'Etat une aide pour nous soigner, mais à exiger aujourd'hui du capital qu'il répare les destructions que les conditions de vie et de travail produisent sur nos corps.

Dès lors nous devons nous battre pour que la santé de chacun soit prise en charge par la collectivité, et que chacun puisse disposer de la totalité des ressources qu'offre la science pour restaurer ou préserver sa santé.

C'est pourquoi, nous ne voulons pas demander le maintien ou l'amélioration de la sécurité sociale mais bien exiger « LA GRATUITE SOCIALE ». Nous voulons que l'on cesse, à cet égard, d'examiner la question de la santé en fonction de ses conséquences économiques et que l'on se préoccupe plutôt de fournir tous les moyens nécessaires à la recherche pour apprendre à soigner les gens, et non pour développer des gadgets.

Cela est le principe fondamental autour duquel nous devons parler du problème de la Sécurité sociale. Dans les faits, cela veut dire aujourd'hui, que nous voulons nous battre pour :

– qu'il n'y ait pas d'examens non faits au mépris de notre santé (parce que cela coûte cher),

– que nous ne servions pas de cobayes parce que cela rapporte (multiplication des examens inutiles : par exemple, à l'hôpital quand on change de service),

– et pour ne pas avoir à amputer nos revenus pour que notre corps ne nous lâche pas.

Se battre pour la gratuité est obligatoire par ce que cela implique l'égalité des soins et que c'est le seul moyen de combattre la gabégie pharmaceutique (médicaments bidons et sur-profit).

Pour toutes ces raisons, c'est un piège que d'entrer dans les comptes sur le « déficit » de la S.S., comme c'est aussi un piège de se battre pour la défendre. Il faut retourner aux cogestionnaires sociaux démocrates leur propre slogan. Le « droit à la santé » passe par la gratuité, et non par une quelconque forme d'assurance.

Mais cette gratuité, telle que nous l'avons définie, ne peut exister en système capitaliste. Il n'y a que des transferts d'imputation de charges. Le lieu où ces charges doivent être imputées, aujourd'hui, ne nous concerne pas : nous refuserons de rentrer dans le débat sur l'équilibre du budget de la S.S. pour cette raison – notre seul problème, c'est que notre revenu ne soit pas amputé (il n'est que trop insuffisant), ni par non remboursement, ni par augmentation des cotisations.

Il faut nous battre par tous les moyens, et sans attendre les mobilisations sociales démocrates, pour que la campagne soit faite sur la base de la gratuité et non sur celle de la défense de la S.S. qui nous confirme dans notre rôle d'assistés permanents alors que c'est nous qui la finançons. Mais se battre pour la gratuité entre en contradiction avec le système capitaliste et n'est donc pas une simple revendication, mais un objectif.

Si le fonctionnement actuel de la Sécurité sociale n'est qu'un pis-aller, nous ne pouvons accepter sa réforme qui nous entraînerait encore plus dans la voie d'un contrôle social total dont les premières victimes seront bien entendu, les chômeurs et les bas salaires.

DU COTÉ DE L'ÉDUCATION (suite et fin)

b) si les mouvements ne repartent pas : quel bilan en tirons-nous ?
si les mouvements repartent : quelles perspectives ont-ils ?
quels moyens nous donner pour favoriser leur élargissement ?

Réflexions diverses :
Les instits se battent contre les fermetures de classes et pour 25 élèves par classe.
« 25 élèves par classe » est souvent justifié comme une revendication qui permettrait de rendre les enfants plus heureux dans la classe, de mieux s'occuper d'eux, d'être moins flics, etc. Tout cela est vrai. Mais pourquoi ne pas aussi dire que, moins il y a d'élèves dans une classe, moins le travail et la vie de l'instit sont durs...

Informations pour ceux qui connaitraient mal les syndicats des instits.
Pour les instits, il y a deux syndicats : le S.N.I. et le S.G.E.N.
Le S.G.E.N. est numériquement très faible. Le S.N.I. représente 70 à 80 % de la corporation. Il est divisé en 4 tendances :
a) U.I.D., proche du P.S. Cette tendance est majoritaire, et est celle qui négocie le plus avec l'Etat.
b) U. et A. (Unité et Action), très très proche du P.C. Contrairement à ce qu'elle raconte, cette tendance est loin d'être en dehors des négociations.
c) F.U.O. (Front unique ouvrier), très, très, très proche de l'O.C.I. Pour la petite histoire, sachez que l'O.C.I. prône la grève générale en France pour amener un gouvernement Mitterrand-Marchais. Tout un programme révolutionnaire !
d) E.E. (Ecole émancipée). Cette tendance est composée de militants d'horizons divers : extrême-gauche, anars, inorganisés.
Une dernière information : les effectifs du S.N.I. auraient baissé de 10 % en un an.
Serait-ce le matin du grand soir ?

Les Insurgés vous informent, cher(e)s et adoré(e)s lecteurs(trices) que vous pourrez gouter l'air de la Bretagne puisqu'un camping libertaire se tiendra du 15 juillet au 15 Août au CAP-SIZUN (près de PLOGOFF). Pour tous renseignements, écrire à D. MOISAN
B.P. 82
22200 – GUINGAMP

Les Insurgés :
33, rue des Vignoles
75020 - PARIS

Abonnements :
6 numéros : 10 Frs.
12 numéros : 20 Frs
Souscriptions : elles sont les bienvenues

Edité par l'OCL région parisienne, directrice de publication Françoise MOUNIER N° de C P P 47095 Imprimerie Edit 71 - 22, rue d'Annam - 75020 Paris - tél. 636.89.09